Déclaration de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, sur l'attitude de la communauté internationale face à la situation politique en Syrie, à Paris le 6 juillet 2012.

2012-07-06

Chers Amis,

Messieurs les Premiers Ministres,

Mesdames, Messieurs les Ministres, Chers Collègues,

Mesdames, Messieurs,

Je vous souhaite à mon tour la bienvenue ici à l'occasion de cette troisième réunion du Groupe des Amis du peuple syrien.

Elle fait suite, comme le président français vient de l'indiquer, à celles de Tunis et d'Istanbul qui avaient marqué des moments forts de la mobilisation internationale aux côtés des Syriens. Je veux, en référence à ces deux réunions, saluer en particulier Ahmet Davutoglu et Rafik Abdessalem.

Notre réunion se tient moins d'une semaine après celle du groupe d'action, à Genève. À l'initiative de Kofi Annan, nous nous sommes retrouvés à Genève, en tout cas certains d'entre nous, afin d'élaborer une position commune. Cet événement, même si, comme il vient d'être dit, il a eu ses limites, a eu un mérite, c'est de réunir, sans formalisme particulier, un certain nombre d'acteurs diplomatiques majeurs engagés face à cette crise, les membres permanents du Conseil de sécurité ainsi que le Secrétaire général des Nations unies, les représentants des grands ensembles régionaux concernés, Catherine Ashton pour l'Union européenne et Nabil Elaraby pour la Ligue arabe, et, bien entendu, les représentants du Qatar, de la Turquie, du Koweït et de l'Irak, puissances régionales qui sont très importantes pour apporter une solution.

Je reviens un instant sur cette déclaration de Genève parce qu'elle a été abondamment commentée. Mais le fait qu'il y ait eu une déclaration commune constitue un deuxième acquis de cette réunion. Nous avons affirmé d'une manière explicite dans cette déclaration, je veux le rappeler, que la totalité des pouvoirs en Syrie devaient être dévolus à un organe

gouvernemental de transition et que cet organe devra recueillir un consentement mutuel des parties. Je sais bien qu'il y a eu des interprétations a posteriori mais, quelles que soient ces interprétations, la disposition que je viens de rappeler a pour conséquence évidente d'exclure Bachar Al-Assad du processus de transition et elle implique clairement son départ.

Cette déclaration est un pas qui mérite d'être confirmée et approfondie. Elle est une première réponse aux aspirations du peuple syrien mais elle ne peut pas suffire. Elle doit être appliquée. C'est pourquoi il est si important que le Conseil de sécurité des Nations unies reprenne à son compte les conclusions de Genève et le plan Annan en invoquant le Chapitre VII de la Charte des Nations unies. Il doit s'exprimer de la manière la plus ferme pour que cessent les violences. Nous devons nous donner les moyens de sortir la Syrie de l'enfer dans lequel l'a plongé le régime de Bachar Al-Assad.

Ce régime, je tiens à le préciser avec vous, porte en effet la responsabilité pleine et entière de l'abomination subie par le peuple syrien depuis près de 16 mois. Je veux rappeler que, face à la mobilisation alors pacifique de Deraa ou des faubourgs de Damas, ce régime a eu recours dès le premier jour à la violence meurtrière. Je veux le souligner car je sais la tentation, lorsque des crises durent, d'une sorte de réécriture de l'Histoire. Oui, le terrorisme a fait son apparition et on peut le déplorer ; non, celui-ci n'a pas été la cause motrice des événements récents ; la guerre livrée par Bachar Al-Assad et les siens contre son propre peuple en est l'origine. Et, donc, rien ne peut atténuer la responsabilité écrasante du régime de Damas.

C'est pourquoi, face à la gravité de la crise, tous ceux qui sont ici sont décidés à ne pas renoncer. La France, en particulier, croit, et elle continuera de croire, en une action diplomatique et je veux vous remercier d'avoir répondu favorablement à notre invitation.

Nous sommes ici pour soutenir le peuple syrien et ses aspirations légitimes. Notre nombre qui, depuis les réunions précédentes, n'a cessé de croître puisque nous sommes plus de cent délégations, est un signal qui est envoyé à tous. Notre détermination ne faiblira pas et nous ne cesserons pas de poursuivre et d'amplifier notre mobilisation. Nous sommes et nous resterons aux côtés du peuple syrien.

Les conséquences de la crise syrienne sont nombreuses. Parmi elles, je veux souligner évidemment le drame humanitaire que connaît le pays et qui s'étend, on l'a rappelé, au-delà de ses frontières dans l'ensemble de la région. Les pays voisins doivent aujourd'hui faire face à l'afflux de dizaines de milliers de réfugiés. Les risques de déstabilisation sont réels. C'est pourquoi nous appelons chacun à la mobilisation pour répondre à cette urgence.

La France a décidé de déployer des moyens exceptionnels. À ce titre, nous avons décidé de créer un fonds d'urgence humanitaire. Nous avons réorienté notre contribution au Haut Commissariat aux Réfugiés, engagé un effort supplémentaire d'un million d'euros et invité toutes nos collectivités locales sur le territoire français à contribuer à ce fonds d'urgence pour le peuple syrien dans le cadre d'une action coordonnée par les services du ministère des Affaires étrangères.

Au-delà de l'urgence, de nouveaux défis apparaissent déjà. Évidemment, l'effort de reconstruction devra être mené lorsque la transition sera engagée. Il doit être préparé dès maintenant. Le groupe de travail mis en place sous la co-présidence des Émirats arabes unis et de l'Allemagne est à cet égard essentiel. Notre conférence doit en préciser les engagements pour l'avenir, un avenir que nous souhaitons proche.

La crise syrienne représente un défi multiple pour la communauté internationale. Elle pose aussi la question de la lutte contre l'impunité ; que ce soit dans le cadre de juridictions internationales ou de juridictions syriennes, les responsables des atrocités commises devront répondre de leurs actes. Nous devons cela à la population, aux militants syriens qui mettent en jeu leur vie au moment même où nous nous réunissons pour collecter les éléments de preuve nécessaires à ce processus.

Je veux dire notre soutien à la Commission d'enquête internationale mise en place par le Conseil des droits de l'Homme, et présidée par Paolo Sergio Pinheiro.

Sur ce même chapitre, la France renouvelle son soutien à la saisine de la Cour pénale internationale pour les crimes les plus graves ; la réconciliation et la paix ont toujours besoin que justice soit faite. Une résolution du Conseil de sécurité sous le Chapitre VII permettra cette saisine et une universalisation des sanctions visant les personnalités et entités impliquées dans la répression et son financement. Celles-ci, lancées par un groupe de travail à Paris le 17 avril, ont progressé lors de la réunion du 6 juin à Washington. Leur adossement au Conseil de sécurité renforcerait leur efficacité et leur application uniforme est essentielle.

Manifester notre solidarité avec le peuple syrien, cela signifie aussi nous montrer pleinement à l'écoute de celles et ceux qui incarnent et animent son combat pour la liberté et la démocratie, et beaucoup sont présents ici.

Certaines des principales forces motrices de ce mouvement sont aujourd'hui parmi nous. Je veux saluer en particulier la présence de militants très courageux que nous allons écouter tout à l'heure : Abdelabasset Seyda, président du Conseil national syrien, Riyad Seif, figure particulièrement respectée de l'opposition de l'intérieur, Rima Fleyhane, porte-parole du comité préparatoire de la conférence de l'opposition qui vient de se tenir au Caire. Nous aurons l'occasion aussi d'entendre un message que nous a adressé, au nom des comités locaux de coordination, Razan Zeitouneh, prix Sakharov et Politkovskaïa en 2011.

Je vous invite également, si ce n'est déjà fait, à vous rendre à la Maison du peuple syrien que nous avons aménagée dans ces murs ; vous pourrez y rencontrer des représentants de l'opposition et de la société civile syrienne dans ses différentes composantes

Je vais dans un instant vous donner la parole mais auparavant nous allons entendre les messages des Syriens venus de l'intérieur ainsi que des représentants des organisations internationales. Avant de terminer, je veux dire que, compte tenu du nombre - il faut s'en réjouir - que nous sommes ici, nous avons du, dans la quasi-totalité des cas, limiter le temps de parole à trois minutes. Et, après tout, nous avons tous l'expérience dans des réunions internationales, que l'on peut dire peu de choses intéressantes dans de très longs discours et beaucoup de choses passionnantes en peu de minutes.

Je veux à nouveau, en terminant ce court propos, rendre un nouvel hommage, en votre nom à tous, l'ensemble des victimes et au courage de la population syrienne.

Maintenant, nous allons entendre des témoignages d'un certain nombre de nos amis syriens, d'abord un message enregistré de l'intérieur de Razan Zeitouneh et trois témoignages vivants de jeunes qui viennent d'arriver de Syrie.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 11 juillet 2012

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/185459-declaration-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etrangeres-sur